

Groupe thématique « Tourisme Responsable »

Réunion du 15 septembre 2010

à Cités Unies France

9, rue Christiani

75018 Paris

Rappel des objectifs de la réunion

La présentation de l'étude, engagée en 2008 par Cités Unies France, était au cœur de la réunion. Toutefois, en présence du président, il a été question de montrer le travail de réseau réalisé à différents niveaux et dans différents secteurs et de mettre en lumière la place des collectivités au cœur de ce réseau.

Introduction

M. Jean-Claude Mairal, président du groupe thématique Tourisme responsable de CUF, a animé la réunion et remercié la grande assiduité des collectivités dans la participation à l'étude. Véritable état des lieux, ce travail est un outil ressource pour continuer et ou repositionner le travail déjà effectué. Posant des questions centrales et donnant des pistes pour l'amélioration des projets de coopération, l'étude recense l'ensemble des partenariats innovants impliquant des collectivités et permettra de mieux communiquer sur les projets et initiatives menées dans le cadre de la Plate-forme Coopération et Tourisme responsable.

Mini bilan des travaux, en parallèle du travail de recherche effectué pour l'étude

Après trois ans d'activités, un axe central du groupe thématique tourisme a été d'informer sur les problématiques liées à la gestion des projets, la recherche de partenaires ou une orientation sur des zones géographiques.

Ce programme a alimenté les travaux de rédaction de l'étude et a permis d'identifier des points de blocage ou de construire des pistes de réflexions stratégiques favorisant l'amélioration de la qualité des projets.

Ainsi, la fréquentation du groupe a été un indicateur de poids, et la proximité établie avec les différentes collectivités a impliqué une meilleure connaissance des problématiques de chacun, et d'adapter le contenu des réunions.

Le maintien du lien via les réunions du groupe ou la remontée d'informations participant de la qualité des échanges et des services que Cités Unies France apportent à ses adhérents.

La confiance et l'intérêt des collectivités sont évidents, plus de 130 projets recensés sur la thématique. Aujourd'hui, fort de ce constat, Cités Unies France souhaite être plus à l'écoute des besoins et accompagner les collectivités en fonction de leur besoin. L'identification de voies de progrès en conclusion de l'étude a permis de nouer des liens avec un réseau d'acteurs nouveaux.

Ainsi, Cités Unies France a intégré un grand nombre de réseau pour suivre les réflexions sur le tourisme responsable à différents niveaux et du point de vue de différents acteurs : Taskforce (futur partenariat des Nations Unies pour le tourisme), comité français pour le développement durable du tourisme, journée de réflexion des réseaux régionaux (Centraider, LianesCoopération...), et a même structuré la Plate-forme Coopération et tourisme dans le but d'améliorer les pratiques de mutualisation et de projets multidisciplinaires.

Cela a participé à identifier des structures ressources et à créer des appuis pour mettre en place, à terme, une complémentarité visant à tirer la thématique sur des scènes plus larges.

En effet, la présentation des travaux de la coopération décentralisée dans des événements propres au tourisme, à l'image du FITS, du salon du tourisme ou encore de rencontres de réseaux de tourisme responsable, permet de positionner les collectivités comme des partenaires accompagnant la gouvernance et la construction d'un tourisme plus responsable.

Cette démarche corrobore celle de l'engagement de CUF dans la Plate-forme coopération et tourisme, qui fédère différents ministères, collectivités et structures engagées, et mènent une réflexion multiacteurs sur la base de partenariats pilotes.

Le rôle avéré des collectivités en fait des partenaires ressources qui à leur tour doivent se familiariser à la spécificité des acteurs du tourisme, privé et associatif. Cet axe est un sujet d'avenir qui sera traité à l'avenir dans le groupe thématique.

Le groupe de travail « Tourisme » de CGLU, auquel l'ensemble des collectivités adhérentes à Cités unies France sont adhérentes *de facto*, a été créé pour relayer les échanges en matière de développement touristique et l'élargir aux différentes réflexions menées par l'ensemble des collectivités du monde engagées sur ce sujet.

Pour recevoir des informations sur le groupe de travail, vous trouverez joint les documents d'adhésion au groupe de travail de CGLU.

Restitution de l'étude
« Coopération décentralisée et tourisme responsable »
aux membres du groupe

M. Joan Espéjel, Chargé d'études à Cités Unies France

Le travail engagé par Anne-Claire Gaudru a été finalisé par Joan Espéjel, et prit le nom provisoire de « Coopération décentralisée et tourisme responsable », et sera publié en fin d'année 2010.

Lancée il y a quatre ans, les principaux acquis de cette étude sont :

- l'émergence d'une « culture » commune autour de la thématique tourisme au sein de la coopération décentralisée ;
- une prise de conscience de l'action des collectivités en matière de développement du territoire mais aussi en termes d'identification des voies de progrès et une montée en qualité des projets.

D'un point de vue méthodologique, cette étude a été pensée comme un état des lieux de la coopération sur le sujet. Faisant suite à un *vademecum* et des documents valorisant les bonnes pratiques, il s'agit ici de constater et analyser l'engagement des collectivités et ses évolutions.

Ayant mis à contribution les connaissances des élus et chargés de mission, cette étude part des témoignages des collectivités engagées et de la compilation de ressources écrites et de consultations des partenaires des collectivités. Il en ressort un intérêt grandissant pour des thématiques complexes apportant une valeur ajoutée en termes de développement, de concertation et de gouvernance.

Structurée en trois axes, l'étude aborde progressivement :

- La complexité de la thématique. Le tourisme est une activité transversale qui doit être associée à d'autres champs d'intervention de la coopération décentralisée. Cette caractéristique peut être à l'origine de difficultés, notamment en ce qui concerne la mobilisation des différents services au sein des collectivités territoriales.
 - L'analyse de la genèse des différents projets illustre que, de plus en plus, l'engagement dans le développement touristique sous-tend la volonté d'apporter une réponse adaptée au partenaire grâce à un travail concerté sur le territoire. En effet, le tourisme est un sujet fédérateur et un élément influent sur la gouvernance territoriale.
 - Identifier et créer un réseau ressource autour des collectivités pour faciliter le portage et l'approche globale du développement local s'avérerait incontournable.
- Dans ce domaine, les collectivités disposent de véritables compétences qui associées au savoir-faire de structures professionnels pourraient faire évoluer les projets de coopération et apporter une efficacité à l'engagement de la solidarité internationale.

Levier de développement avéré, le tourisme fait l'objet d'une réflexion quant à ses enjeux propres de devenir un secteur responsable. La complémentarité collectivités-opérateurs responsables permet d'améliorer l'approche filière touristique (du produit à sa promotion) et de faire se rencontrer deux partenaires renforçant la fiabilité et durabilité du projet. Globalement, la dynamique existante et l'engouement autour d'événements mais aussi la grande réactivité des acteurs a permis de mener à terme ce travail. **Des questions de fonds en matière de suivi-évaluation et amélioration des liens public-privé** sont la prochaine étape dans la contribution des collectivités dans la réflexion collective.

Un regard croisé avec les projets déposés auprès du MAEE, fait apparaître qu'un tiers des projets aborde le tourisme. De son côté, Cités unies France identifie une centaine de collectivités engagées sur le sujet.

L'analyse des typologies d'actions et de la répartition géographique fait de l'étude une mine d'informations permettant de mieux connaître mais aussi de faciliter la mutualisation autour des projets. Si les chiffres montrent que les régions et les départements sont les bons élèves en matière de mutualisation, des questions structurelles d'actions à l'international se posent. La corrélation entre efficacité et articulation multiacteurs des projets est au cœur de l'étude.

Ainsi, des perspectives et des réflexions se structurent intégrant les collectivités comme un acteur à part entière. Il s'agit de constituer un réseau d'expertise à mobiliser et de rendre visible l'action des collectivités. Des enjeux comme la capacité des collectivités à mobiliser des fonds, l'amélioration de la mutualisation et l'atteinte de réciprocité sont des problèmes auxquels le groupe de travail devra travailler.

La Plate-forme Coopération et Tourisme se structure et renforce la place des collectivités

Jean-Claude Mairal, Co-président de la Plate-forme Coopération et Tourisme

La Plate-forme coopération et tourisme co-construit des projets pilotes ayant la spécificité d'associer plusieurs types d'acteurs et l'expertise de différents ministères. Sur la base d'un projet de coopération ou d'une initiative bilatérale, la Plate-forme permet de fédérer des acteurs et de faire prendre conscience de la nécessité de la concertation interdisciplinaire et de recourir à l'approche transversale.

Aujourd'hui, les projets de coopération des collectivités territoriales doivent nécessairement avoir trait au développement local et apporter une réponse à l'évolution des besoins des partenaires. La Plate-forme a l'ambition de faciliter le recours à l'expertise et grâce au caractère pilote de faire essaimer les projets accompagnés et s'ouvrir progressivement.

Les enjeux présentés plus haut trouveront leur réponse dans les travaux de mutualisation, de professionnalisation et d'accès à l'expertise que promeut la Plate-forme coopération notamment. De même, l'ouverture du site de la Plate-forme permettra d'atteindre un objectif important de rétro-information entre les collectivités elles-mêmes.

Ces éléments sont à mettre en lien avec des initiatives qui engagent une réflexion sur la transversalité comme l'Université Internationale des territoires responsables (UNITERRES). L'objectif central est l'amélioration des pratiques notamment avec la production d'un référentiel unique, grâce à un travail d'analyse partagé de l'ensemble de ceux existants, établissant des critères de qualité internationale.

Questions diverses

La promotion et la commercialisation de l'offre touristique issue des actions de coopération décentralisée a encore été au cœur des échanges. Toutefois, l'avantage de cette restitution a permis de projeter les collectivités présentes dans l'avenir de leur coopération.

Suite à une information relative au Sahel donnée par le directeur adjoint, Nicolas Wit, les questions ont quelques peu été orientées sur ce sujet, à l'image de l'intervention de Mr Michailard, qui témoignait des changements au Burkina Faso et des répercussions sur les projets.

Il a aussi évoqué l'accès au financement comme un élément *sinequanon* à l'action des collectivités qu'il convient de bien connaître. Le programme STEP de l'OMT donne accès à des financements en matière de tourisme communautaire. L'enjeu de la transversalité est évoqué comme un outil incontournable dans la gestion de projet (*CF agenda*).

Maxeville souligne que l'accès au financement est un élément complexe auquel la ville a paré en s'organisant via un GAL, pour obtenir un financement et mener un projet d'écotourisme ayant un impact transversal.

Un représentant de SPE tourism a souligné que dans certains pays africains, le déficit d'organisations et la méconnaissance des pouvoirs publics limitent les avancés en matière de législation. Il rappelle que la stratégie de développement touristique repose sur une méthodologie et interroge, au delà du transfert de compétences entre collectivités, l'articulation avec le niveau nationale. D'autre part, en termes d'interlocuteur, l'Etat et des services déconcentrés sont des relais qu'il faut associer aux démarches. A ce titre, la Plateforme soumet des fiches « acteurs », outils de mise en réseau et assurant une construction en bonne intelligence avec les décideurs locaux.

Egalement, les représentants de Madagascar ont indiqué que les offices régionaux identifiaient les potentialités des territoires et souhaitent contribuer avec les gouvernements locaux à mettre en œuvre la structuration du développement local via le tourisme.

De même, un projet monté en « inter-échelon » permet d'optimiser les savoir-faire de chaque niveau de décision et de gouvernance, pour fluidifier l'avancement du projet.

Tremblay en France a fait part de sa volonté d'appuyer un projet touristique autour d'un site UNESCO – Mare aux crocodiles - qu'il convient de valoriser et de rendre attractif. Relativement jeune sur le sujet, il s'agit de trouver des contacts avec d'autres collectivités ayant eu des démarches similaires pour permettre véritablement l'enclenchement d'un dynamique de territoire et des retombées locales.

Agenda

23-26 Novembre 2010

1ere réunion du groupe tourisme de CGLU à Merida,
Yucatán

30 Nov -1erDéc 2010

Colloque Coopintour – Coopération Internationale pour un
tourisme responsable et une valorisation touristique des
territoires

Suite à la réfection du site de la plate-forme, à l'usage des collectivités, je suis au regret de vous
annoncer que l'accès est retarder à la fin 2010.
Nous faisons au mieux pour vous accueillir sur le site.